



## APPEL DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNION REUNI DU 11 AU 13 OCTOBRE 2017

La CGT Educ'action se félicite de la réussite des journées de grève depuis la rentrée et plus particulièrement celle de la grève fonction publique du 10 octobre. Cette journée s'inscrit dans la construction des mobilisations contre la politique du gouvernement Macron et a permis de porter les revendications spécifiques des services publics, ouvrant ainsi des perspectives de convergence des luttes avec la mobilisation contre la loi travail XXL et les futures attaques contre la sécurité sociale, les retraites. Depuis son arrivée, ce gouvernement a annoncé la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires sur le quinquennat, la restauration du jour de carence, le gel du point d'indice et de probables remises en cause des revalorisations pourtant maigres accompagnant le PPCR. L'Education nationale ne sera pas épargnée.

L'annonce de la réduction drastique des contrats aidés est un véritable plan social XXL. Dans l'Education nationale, le gouvernement annonce la sacralisation des CUI-AVS accompagnant les élèves en situation de handicap, mais confirme la suppression de tous les CUI assurant d'autres missions de service public (aide à la direction des écoles, vie scolaire...). D'ores-et-déjà ce sont 11 500 collègues dans l'Education nationale qui voient leurs contrats supprimés, et même l'accompagnement des élèves en situation de handicap est impacté. Dans la fonction publique territoriale, cette même politique remet en cause le service public d'éducation (entretien, restauration...). La CGT Educ'action revendique le réemploi sans conditions de toutes ces salarié.es sur des emplois statutaires, et la titularisation de toutes les précaires et la création des postes nécessaires. Les objectifs de réduction de la masse salariale dans la fonction publique dégradent la qualité et la continuité du service public.

Cette même logique se retrouve dans la mise en œuvre des classes à 12 élèves en CP dans les écoles REP+ qui se fait à moyens constants, en détricotant le dispositif « Plus de Maître Que De Classe » et en ponctionnant les moyens de remplacement. En plus d'être une mesure d'artifice budgétaire, la limitation de ce dispositif aux seules classes de CP et CE1 sous-tend l'idée que la difficulté scolaire s'arrêterait à la fin du CE1. Pour la CGT Educ'action, la mission de l'école ne se réduit pas pour les classes populaires au triptyque lire-écrire-compter. Cette vision réactionnaire de l'école se retrouve dans le projet du Ministère du Supérieur et de la Recherche de restaurer une sélection à l'entrée de l'université qui accentuera de tri social des jeunes. Cette sélection fermerait très largement les possibilités de poursuites d'étude pour les lycéen.nes des voies professionnelle et technologique.

Jamais la voie professionnelle n'a été autant menacée. Les discussions engagées par le Ministère du Travail sur la formation professionnelle vont aboutir au printemps à des mesures qui attaqueront considérablement la formation professionnelle sous statut scolaire. Le développement de l'apprentissage est le mot d'ordre du gouvernement. Dans la voie professionnelle du lycée, cela passera par la mixité des publics et des parcours, la main mise absolue des Régions et du patronat sur les cartes de formation professionnelles et cela entraînera une remise en cause du statut des PLP. Ce sera l'acte II de la loi travail XXL.

Les mesures de casse du code du travail mises en œuvre par les ordonnances du gouvernement constituent la plus grave attaque contre les salarié.es depuis des décennies. L'inversion de la hiérarchie des normes, la facilitation des licenciements, le plafonnement des indemnités prudhommales, la casse du CDI, la suppression des CHSCT, sont autant de mesures prévues par ces ordonnances. Cette casse du code du travail tire l'ensemble des droits des salariés vers le bas et pèse inévitablement sur la fonction publique aussi. Elle procède d'une volonté politique et idéologique qui vise à construire une société encore plus inégalitaire et injuste.

La CGT Educ'action s'inscrit dans l'appel à la grève interprofessionnelle du 19 octobre. Au-delà de cette journée il faut continuer à amplifier la mobilisation, à articuler la défense des revendications des personnels de l'Education nationale avec l'opposition déterminée à faire reculer le gouvernement sur la loi travail XXL et l'ensemble de la politique Macron. Pour gagner sur nos revendications, il faut développer les mobilisations dans l'Education nationale pour se donner les moyens au niveau interprofessionnel de construire un mouvement prolongé pour mettre en échec la politique du gouvernement. C'est tous ensemble public-privé que nous pouvons gagner !